

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/21033]

2 JUNI 2022. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 21 april 2022 tot wijziging van het kaderakkoord van 27 februari 2014 tot samenwerking tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende de gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Er wordt ingestemd met het samenwerkingsakkoord van 21 april 2022 tot wijziging van het kaderakkoord tot samenwerking van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende de gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 juni 2022.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2021-2022*

Stukken van het Waals Parlement, 912 (2021-2022) Nrs. 1 tot 3

Volledig verslag, plenaire vergadering van 1 juni 2022

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/15149]

12 MAI 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol, en ce qui concerne les installations de cogénération par gazéification de biomasse

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, articles 3, alinéa 4, 21, alinéa 3, et 87, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol ;

Vu le rapport du 9 décembre 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis n° 71.230/4 du Conseil d'État, donné le 19 avril 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du pôle « Energie » et du pôle « Environnement », donnés le 11 février 2022 ;

Considérant que la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, la recherche d'une moindre dépendance énergétique et la raréfaction des ressources fossiles, comme le pétrole, le gaz ou le charbon impliquent le recours accru à des sources d'énergies renouvelables ;

Considérant que le développement de la cogénération basée sur la biomasse représente une composante essentielle du Plan wallon Énergie Climat 2030 ;

Considérant qu'une révision des rubriques de l'arrêté du 4 juillet 2002 est nécessaire afin de faciliter le développement de ce type d'installation, en vue de respecter les objectifs climatiques et énergétiques de la Région wallonne à l'horizon 2030 ;

Considérant qu'actuellement, les installations de cogénération par gazéification de biomasse sont soumises à la rubrique 40.20.01 pour la production de gaz ;

Considérant que les installations de cogénération par gazéification de biomasse relèvent de la classe 1 dès qu'elles dépassent le seuil de production pourtant très bas de 100 Nm³/h ;

Considérant que ce classement est lié au fait que ce type d'installation n'a pas fait l'objet de demande de permis d'environnement préalablement à la rédaction de la rubrique 40.20.01 et que ce classement ne reflète donc pas la volonté du Gouvernement concernant cette technologie ;

Considérant que l'obligation de réaliser une étude d'incidences dès que le seuil de production dépasse le seuil de 100 Nm³/h constitue un frein majeur au développement de ce type de cogénération, alors qu'il s'agit d'installations dans lesquelles le gaz est consommé sur place pour produire de l'électricité et de la chaleur, que la cogénération permet ainsi de diminuer la quantité de CO₂ émise, par rapport à des systèmes de production séparés de chaleur et d'électricité ;

Considérant que ce type d'installation ne présente pas de risque pour le sol dans la mesure où il n'y a pas de dépôts en aval de l'installation et que la Direction de la Protection des sols ne doit donc pas être systématiquement consultée ;

Considérant que le classement en classe 1 des installations de cogénération par gazéification de biomasse se justifie à partir d'une puissance thermique nominale de 50 MW, compte tenu des caractéristiques du combustible utilisé et de la complexité de la réaction, qui nécessite des conditions homogènes plus difficiles à maintenir dans les grandes installations ;

Considérant que ce seuil de classement en classe 1 à partir de 50 MW est, dès lors, plus strict que le seuil défini par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2018 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion moyennes et modifiant diverses dispositions environnementales, selon lequel les installations de combustion de plus de 200 MW thermique sont classées en classe 1 ;

Considérant cette technologie peine actuellement à dépasser les 10 MW avec un réacteur unique ;

Considérant que le classement en classe 2 intervient à partir du seuil de 250 kW de puissance thermique de l'équipement de gazéification pour tenir compte de l'impact environnemental potentiel de ces installations et de la gamme de puissance généralement proposée par les fabricants pour les petites installations, qui s'étend de 185 à 240 kW thermique ;

Considérant qu'il convient d'encadrer de manière adéquate les installations de cogénération par gazéification de biomasse ;

Considérant qu'il convient donc d'insérer dans l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, deux nouvelles rubriques spécifiques pour ces installations avec des seuils de classe 2 et de classe 1 adaptés par rapport aux risques dus à la pollution atmosphérique ;

Considérant qu'une nouvelle rubrique s'applique lorsque la biomasse ne constitue pas un déchet et que la seconde nouvelle rubrique s'applique lorsque la biomasse constitue un déchet, à condition toutefois que ce déchet ne soit pas soumis à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets, et que ce même procédé est utilisé pour les installations de biométhanisation dans les rubriques 40.40.10 et 90.23.15 de l'annexe I^{ère};

Considérant que, vu la création de ces deux nouvelles rubriques ainsi que la mise en application des rubriques liées aux installations de biométhanisation, il est nécessaire d'adapter l'intitulé de la rubrique 40.20.01 pour la bonne compréhension de cette rubrique ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er} - À l'annexe I^{ère} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 17 juin 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'intitulé de la rubrique 40.20.01, les mots « à l'exclusion des gaz de raffinerie (cf. 23.20.02) » sont remplacés par les mots « à l'exception des installations visées aux rubriques 23.20.02, 40.40.10, 40.40.20, 90.23.15 et 90.24.12 » ;

2° la rubrique 40.4, est complétée par la rubrique 40.40.20, rédigée comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Risque pour le sol	Organismes à consulter	Facteurs de division		
					ZH	ZHR	ZI
40.40.20. Installation pourvue d'une unité de traitement thermique par gazéification de biomasse ne constituant pas un déchet, pour autant que le gaz produit soit ensuite brûlé dans un équipement de combustion, classée selon la puissance thermique nominale de l'équipement de gazéification. L'équipement de combustion, alimenté exclusivement par le gaz produit, est inclus dans l'installation pour autant que la puissance thermique nominale individuelle de chaque équipement de combustion n'excède pas la puissance thermique nominale du gazogène. La biomasse ne constituant pas un déchet est celle visée à l'article 2, 1°, a) de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets. La puissance thermique nominale (P_n), est entendue comme la quantité maximale d'énergie thermique par unité de temps, exprimée sur la base du pouvoir calorifique inférieur, fixée et garantie par le fabricant et pouvant être apportée par le combustible et consommée par l'équipement de gazéification en marche continue ; Elle est calculée sur la base de l'équation suivante : $P_n = q_v \times H_i$, où q_v est le débit volumétrique du combustible et H_i le pouvoir calorifique inférieur du combustible. Équipement de gazéification dont la puissance thermique nominale est :							
40.40.20.01. inférieure à 250 kW	3						
40.40.20.02. égale ou supérieure à 250 kW et inférieure à 50 MW	2			AwAC, DEBD, DRIGM			
40.40.20.03. égale ou supérieure à 50 MW	1	X		AwAC, DEBD-DRIGM			

3° dans l'intitulé de la rubrique 90.24.01, les mots « à l'exception des installations visées à la rubrique 90.24.12 » sont insérés entre les mots « Installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux » et les mots « lorsque la capacité d'incinération est » ;

4° la rubrique 90.24 est complétée par la rubrique 90.24.12, rédigée comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Risque pour le sol	Organismes à consulter	Facteurs de division		
					ZH	ZHR	ZI
90.24.12. Installation pourvue d'une unité de traitement thermique par gazéification de biomasse constituant un déchet pour autant que le gaz produit soit ensuite brûlé dans un équipement de combustion, classée selon la puissance thermique nominale de l'équipement de gazéification. L'équipement de combustion, alimenté exclusivement par le gaz produit, est inclus dans l'installation pour autant que la puissance thermique nominale individuelle de chaque équipement de combustion n'excède pas la puissance thermique nominale du gazogène. La biomasse constituant un déchet est celle visée à l'article 2, 1°, b) de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets. La puissance thermique nominale (P_n), est entendue comme la quantité maximale d'énergie thermique par unité de temps, exprimée sur la base du pouvoir calorifique inférieur, fixée et garantie par le fabricant et pouvant être apportée par le combustible et consommée par l'équipement de gazéification en marche continue ; Elle est calculée sur la base de l'équation suivante : $P_n = q_v \times H_i$, où q_v est le débit volumétrique du combustible et H_i le pouvoir calorifique inférieur du combustible. Équipement de gazéification dont la puissance thermique nominale est :							
90.24.12.01. inférieure à 250 kW	3						
90.24.12.02. égale ou supérieure à 250 kW et inférieure à 50 MW	2			DPD, AwAC, DEBD, DRIGM			
90.24.12.03. égale ou supérieure à 50 MW	1	X		DPD, AwAC, DEBD, DRIGM			

Art. 2 - Les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs relatifs à ces demandes de permis sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 3 - La Ministre de l'Environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 mai 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/15149]

12. MAI 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, im Hinblick auf Anlagen zur Kraft/Wärme-Kopplung durch Vergasung von Biomasse

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 3 Absatz 4, Artikel 21 Absatz 3, und Artikel 87 Absatz 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen;

Aufgrund des Berichts vom 9. Dezember 2021, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 19. April 2022 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 71.230/4 des Staatsrats;

In Erwägung der am 11. Februar 2022 abgegebenen Stellungnahmen des Pools "Energie" und des Pools "Umwelt";

In der Erwägung, dass die Bekämpfung der Treibhausgasemissionen, das Bestreben nach einer geringeren Energieabhängigkeit und die Verknappung fossiler Ressourcen wie Erdöl, Gas oder Kohle, eine verstärkte Nutzung erneuerbarer Energiequellen voraussetzt;

In der Erwägung, dass die Entwicklung der Kraft/Wärme-Kopplung auf der Grundlage von Biomasse eine wesentliche Komponente des wallonischen Energie- und Klimaplan 2030 darstellt;

In der Erwägung, dass eine Überarbeitung der Rubriken des Erlasses vom 4. Juli 2002 notwendig ist, um die Entwicklung dieser Art von Anlagen zu erleichtern, damit die Klima- und Energieziele der Wallonischen Region bis 2030 eingehalten werden können;

In der Erwägung, dass derzeit KWK-Anlagen, die durch Vergasung von Biomasse betrieben werden, unter der Rubrik 40.20.01 für die Erzeugung von Gas erfasst werden;

In der Erwägung, dass KWK-Anlagen, die Biomasse vergasen, in Klasse 1 eingestuft werden, sobald sie den doch sehr niedrigen Produktionsschwellenwert von 100 Nm³/h überschreiten;

In der Erwägung, dass diese Einstufung damit zusammenhängt, dass für diese Art von Anlagen vor der Erstellung der Rubrik 40.20.01 keine Umweltgenehmigung beantragt wurde und dass diese Einstufung daher nicht den Willen der Regierung bezüglich dieser Technologie widerspiegelt;

In der Erwägung, dass die Verpflichtung, eine Umweltverträglichkeitsstudie durchzuführen, sobald die Produktion den Schwellenwert von 100 Nm³/h überschreitet, ein großes Hindernis für die Entwicklung dieser Art von Kraft/Wärme-Kopplung darstellt, obwohl es sich um Anlagen handelt, in denen das Gas vor Ort verbraucht wird, um Strom und Wärme zu erzeugen, und die Kraft/Wärme-Kopplung es somit ermöglicht, die Menge des ausgestoßenen CO₂ im Vergleich zu Systemen mit getrennter Erzeugung von Wärme und Strom zu verringern;

In der Erwägung, dass diese Art von Anlage keine Gefahr für den Boden darstellt, da es keine Lager nach der Anlage gibt und die Direktion des Bodenschutzes daher nicht systematisch konsultiert werden muss;

In der Erwägung, dass die Einstufung von KWK-Anlagen, die Biomasse vergasen, in Klasse 1 ab einer thermischen Nennleistung von 50 MW gerechtfertigt ist, da die Eigenschaften des verwendeten Brennstoffs und die Komplexität der Reaktion, die homogene Bedingungen erfordert, die in großen Anlagen schwieriger aufrechtzuerhalten sind, berücksichtigt werden;

In der Erwägung, dass diese Schwelle für die Einstufung in Klasse 1 ab 50 MW daher strenger ist als die Schwelle, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2018 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für mittelgroße Feuerungsanlagen und zur Abänderung verschiedener Umweltbestimmungen definiert ist, wonach Feuerungsanlagen mit mehr als 200 MW thermischer Leistung in Klasse 1 eingestuft werden;

In der Erwägung, dass diese Technologie derzeit nur mit Mühe 10 MW mit einem einzigen Reaktor überschreiten kann;

In der Erwägung, dass die Einstufung in Klasse 2 ab einem Schwellenwert von 250 kW thermischer Leistung der Vergasungsanlage erfolgt, um die potenziellen Umweltauswirkungen dieser Anlagen und den Leistungsbereich zu berücksichtigen, den die Hersteller im Allgemeinen für kleine Anlagen anbieten und der zwischen 185 und 240 kW thermischer Leistung liegt;

In der Erwägung, dass ein angemessener Rahmen für KWK-Anlagen, die durch Vergasung von Biomasse betrieben werden, erforderlich ist ;

In der Erwägung, dass in Anhang I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zwei neue spezifische Rubriken für diese Anlagen mit Schwellenwerten der Klasse 2 und der Klasse 1 eingefügt werden sollten, die an die Risiken der Luftverschmutzung angepasst sind;

In Erwägung, dass eine neue Rubrik gilt, wenn die Biomasse kein Abfall ist, und die zweite neue Rubrik gilt, wenn die Biomasse ein Abfall ist, jedoch unter der Bedingung, dass dieser Abfall nicht dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlagen unterliegt, und dass das gleiche Verfahren für Biogasanlagen in den Rubriken 40.40.10 und 90.23.15 des Anhangs 1 verwendet wird;

In der Erwägung, dass es aufgrund der Schaffung dieser beiden neuen Rubriken sowie der Anwendung der Rubriken für Biogasanlagen notwendig ist, die Überschrift der Rubrik 40.20.01 anzupassen, um ein besseres Verständnis dieser Rubrik zu gewährleisten;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Anhang I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juni 2021, wird wie folgt abgeändert:

1° in der Überschrift der Rubrik 40.20.01 wird die Wortfolge "ausgenommen Raffineriegas (vgl. 23.20.02)" ersetzt durch die Wortfolge "ausgenommen Anlagen, die unter 23.20.02, 40.40.10, 40.40.20, 90.23.15 und 90.24.12 fallen";

2° die Rubrik 40.4, wird durch die Rubrik 40.40.20 ergänzt, die wie folgt lautet:

Nummer – Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Gefahr für den Boden	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
					ZH	ZHR	ZI
40.40.20. Anlage mit einer Anlage zur thermischen Behandlung von Biomasse, die kein Abfall ist, durch Vergasung, sofern das erzeugte Gas anschließend in einer Verbrennungseinrichtung verbrannt wird, klassifiziert nach der thermischen Nennleistung der Vergasungsanlage. Die Verbrennungseinrichtung, die ausschließlich mit dem erzeugten Gas betrieben wird, ist in der Anlage enthalten, sofern die individuelle thermische Nennleistung jeder Verbrennungseinrichtung die thermische Nennleistung des Vergasers nicht übersteigt. Biomasse, die keinen Abfall darstellt, ist die in Artikel 2, 1°, a) des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlagen genannte Biomasse. Unter thermischen Nennleistung (P_n) versteht man die maximale Menge thermischer Energie pro Zeiteinheit, ausgedrückt anhand des unteren Heizwertes, die vom Hersteller festgelegt und garantiert wird, durch den Brennstoff abgegeben und von der Vergasungsanlage bei kontinuierlichem Betrieb verbraucht werden kann; sie wird auf der Grundlage der folgenden Gleichung berechnet: $P_n = q_v \times H_i$, wobei q_v dem Volumenstrom des Brennstoffs und H_i dem unteren Heizwert des Brennstoffs entspricht. Vergasungsanlage mit einer thermischen Nennleistung von:							
40.40.20.01. unter 250 kW	3						
40.40.20.02. gleich oder über 250 kW und unter 50 MW	2			AwAC, DEBD, DRIGM			
40.40.20.03 gleich oder über 50 MW	1	X		AwAC, DEBD, DRIGM			

1° in der Überschrift der Rubrik 94.24.01 wird die Wortfolge "ausgenommen Anlagen, die unter 90.24.12 fallen" zwischen die Wortfolge "Anlagen zur Verbrennung oder Mitverbrennung von nicht gefährlichen Abfällen" und die Wortfolge "wenn die Verbrennungskapazität" eingefügt;

4° Rubrik 90.24 wird durch Rubrik 90.24.12 ergänzt, die wie folgt lautet:

Nummer – Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Gefahr für den Boden	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
					ZH	ZHR	ZI
90.24.12. Anlage mit einer Anlage zur thermischen Behandlung von Biomasse, die kein Abfall ist, durch Vergasung, sofern das erzeugte Gas anschließend in einer Verbrennungseinrichtung verbrannt wird, klassifiziert nach der thermischen Nennleistung der Vergasungsanlage. Die Verbrennungseinrichtung, die ausschließlich mit dem erzeugten Gas betrieben wird, ist in der Anlage enthalten, sofern die individuelle thermische Nennleistung jeder Verbrennungseinrichtung die thermische Nennleistung des Vergasers nicht übersteigt. Biomasse, die einen Abfall darstellt, ist die in Artikel 2, 1°, a) des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlagen genannte Biomasse. Unter "Feuerungswärmeleistung" (P_n) versteht man die maximale Menge thermischer Energie pro Zeiteinheit, ausgedrückt anhand des unteren Heizwertes, die vom Hersteller festgelegt und garantiert wird, durch den Brennstoff abgegeben und von der Vergasungsanlage bei kontinuierlichem Betrieb verbraucht werden kann; sie wird auf der Grundlage der folgenden Gleichung berechnet: $P_n = q_v \times H_i$, wobei q_v dem Volumenstrom des Brennstoffs und H_i dem unteren Heizwert des Brennstoffs entspricht. Vergasungsanlage mit einer thermischen Nennleistung von:							
90.24.12.01. unter 250 kW	3						
90.24.12.02. gleich oder über 250 kW und unter 50 MW	2			DPD, AwAC, DEBD, DRIGM			
90.24.12.03 gleich oder über 50 MW	1	X		DPD, AwAC, DEBD, DRIGM			

Art. 2 - Die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge sowie die Verwaltungsbeschwerden bezüglich dieser Genehmigungsanträge werden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln bearbeitet.

Art. 3 - Die Ministerin für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Mai 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/15149]

12 MEI 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen, wat betreft de warmtekrachtkoppelingsinstallaties voor de vergassing van biomassa

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, de artikelen 3, vierde lid, 21, derde lid, en 87, derde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen;

Gelet op het rapport van 9 december 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op advies 71.230/4 van de Raad van State, gegeven van 19 april 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep Leefmilieu en van de Beleidsgroep Leefmilieu, gegeven op 11 februari 2022;

Overwegende dat de bestrijding van de broeikasgasemissies, het streven naar een mindere afhankelijkheid van energie en het zeldzamer worden van fossiele hulpbronnen (aardolie, gas, koolstof...), als gevolg hebben dat er meer gebruik gemaakt moet worden van hernieuwbare energiebronnen;

Overwegende dat de ontwikkeling van warmtekrachtkoppeling door biomassa een hoofdonderdeel vormt van het Waals Plan voor Energie en Klimaat 2030;

Overwegende dat een herziening van de rubrieken van het besluit van 4 juli 2002 nodig is om de ontwikkeling van dat type installaties te vergemakkelijken met het oog op de inachtneming van de klimaat- en energiedoelstellingen van het Waals Gewest tegen 2030;

Overwegende dat de installaties voor warmtekrachtkoppeling door vergassing van biomassa heden onder rubriek 40.02.01 voor gasproductie valt;

Overwegende dat de installaties voor warmtekrachtkoppeling door vergassing van biomassa onder klasse 1 valt zodra de nochtans zeer lage productiedrempel de 100 Nm³/h overschreden wordt;

Overwegende dat deze indeling te wijten is aan het feit dat dat type installaties niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een aanvraag voor een milieuvergunning vóór het opstellen van rubriek 40.20.01 en dat deze indeling dus niet de wil van de Regering weerspiegelt betreffende deze technologie;

Overwegende dat de verplichting tot het uitvoeren van een milieueffectenonderzoek zodra de productiedrempel de drempel van 100 Nm³/h overschrijdt de ontwikkeling van dit type koppeling danig afremt terwijl het installaties betreft waarin gas ter plaatse wordt verbruikt om elektriciteit en warmte te produceren, dat deze koppeling de CO₂-uitstoot kan terugdringen tegenover systemen zonder koppeling van warmte en elektriciteit;

Overwegende dat dat type installatie geen risico vormt voor de bodem voor zover er geen afzettingen ontstaan aan de opwaartse kant van de installatie en dat de Directie Bodembescherming dus niet systematisch geraadpleegd dient te worden;

Overwegende dat de indeling in klasse 1 van de installaties voor warmtekrachtkoppeling door vergassing van biomassa verantwoord is vanaf een nominaal thermisch vermogen van 50 MW, rekening houdend met de kenmerken van de gebruikte brandstof en het complexe karakter van de reactie, waarbij homogene voorwaarden noodzakelijk zijn die moeilijker bereikt worden in de grote installaties;

Overwegende dat deze indelingsdrempel in klasse 1 vanaf 50 MW bijgevolg strikter is dan de drempel bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2018 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor middelgrote stookinstallaties en tot wijziging van diverse milieubepalingen, volgens welk de verbrandingsinstallaties hoger dan 200 thermische MW ondergebracht worden bij klasse 1;

Overwegende dat deze technologie heden moeite heeft om de 10 MW te overschrijden met één enkele reactor;

Overwegende dat de indeling in klasse 2 verricht wordt vanaf de drempel van 250 kW thermisch vermogen van de vergassingsuitrusting, om rekening te houden met de potentiële leefmilieu-impact van deze installaties en van het vermogensspectrum dat fabrikanten over het algemeen voor kleine installaties aanbieden, gaande van 185 tot 240 thermische kW;

Overwegende dat de installaties voor warmtekrachtkoppeling door vergassing van de biomassa een passende omkadering moet krijgen;

Overwegende dat er dus in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 twee nieuwe specifieke rubrieken ingevoegd dienen te worden voor deze installaties met drempels van klasse 2 en klasse 1, aangepast ten opzichte van de risico's wegens luchtverontreiniging;

Overwegende dat een nieuwe rubriek van toepassing is wanneer de biomassa geen afval vormt en dat de tweede nieuwe rubriek van toepassing is wanneer de biomassa een afval vormt, op voorwaarde evenwel dat genoemd afval niet onderworpen is aan het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties, en dat datzelfde procedé gebruikt wordt voor de biomethaaninstallaties in de rubrieken 40.40.10 en 90.23.15 van bijlage 1;

Overwegende dat het, gelet op de invoering van beide nieuwe rubrieken en het toepasselijk maken van de rubrieken in verband met de biomethaaninstallaties, nodig is het opschrift van rubriek 40.20.01 aan te passen voor een goed begrip van deze rubriek;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1 - In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juni 2021, worden volgende wijzigingen ingevoerd:

1° in het opschrift van rubriek 40.20.01 worden de woorden “met uitzondering van de raffinaderijgassen” (zie 23.20.02) vervangen door de woorden “uitgezonderd de installaties bedoeld in de rubrieken 23.20.02, 40.40.10, 40.40.20, 90.23.15 et 90.24.12 » ;

2° rubriek 40.4, wordt aangevuld met een rubriek 40.40.20, luidend als volgt:

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Risico voor de bodem	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
					ZH	ZHR	ZI
40.40.20. Installatie met een thermische verwerkingseenheid door vergassing van biomassa die geen afval vormt, voor zover het geproduceerde gas vervolgens verbrand wordt in een verbrandingsuitrusting, ingedeeld volgens het nominaal thermisch vermogen van de vergassingsuitrusting. De verbrandingsapparatuur, die enkel op het geproduceerde gas draait, wordt in de installatie inbegrepen in de installatie voor zover het individueel nominaal thermisch vermogen van elke verbrandingsuitrusting het nominaal thermisch vermogen van het generatorgas niet overschrijdt. De biomassa die geen afval vormt is de massa bedoeld in artikel 2, 1°, a) van het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties. Het nominaal thermisch vermogen (P_n) is de maximale hoeveelheid thermische energie per tijdseenheid, uitgedrukt op basis van de onderste verbrandingswaarde, aangegeven en gegarandeerd door de fabrikant en die door de brandstof kan worden geleverd en door de verbrandingsapparatuur in continu gebruik kan worden verbruikt. Dit wordt berekend met volgende vergelijking: $P_n = q_v \times H_i$, waarbij q_v = volumetrisch debiet van de brandstof en waarbij H_i = onderste verbrandingswaarde van de brandstof. Vergassingsapparatuur met nominaal technisch vermogen:							
40.40.20.01 lager dan 250 kW	3						
40.40.20.02 gelijk aan 250 kW OF MEER en lager dan 50 MW.	2			AwAC, DEBD, DRIGM			
40.40.20.03 gelijk is aan 50 MW of meer	1	X=		AwAC, DEBD, DRIGM			

3° in het opschrift van rubriek 90.24.01 worden de woorden “, met uitzondering van de installaties bedoeld in rubriek 90.24.12,” ingevoegd tussen de woorden “Installaties voor de verbranding van ongevaarlijke afvalstoffen” en de woorden “als de verbrandingscapaciteit”;

4° rubriek 90.24 wordt aangevuld met 4rubriek 90.24.12, luidend als volgt :

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Risico voor de bodem	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
					ZH	ZHR	ZI
90.24.12. Installatie met een thermische verwerkingseenheid door vergassing van biomassa die afval vormt, voor zover het geproduceerde gas vervolgens verbrand wordt in een verbrandingsapparaat, ingedeeld volgens het nominaal thermisch vermogen van de vergassingsapparaat. De verbrandingsapparaat, die enkel op het geproduceerde gas draait, wordt in de installatie inbegrepen voor zover het individueel nominaal thermisch vermogen van elke verbrandingsapparaat het nominaal thermisch vermogen van het generatorgas niet overschrijdt. De biomassa die afval vormt is de massa bedoeld in artikel 2, 1°, b) van het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties. Het nominaal thermisch vermogen (P_n) is de maximale hoeveelheid thermische energie per tijds-eenheid, uitgedrukt op basis van de onderste verbrandingswaarde, aangegeven en gegarandeerd door de fabrikant en die door de brandstof kan worden geleverd en door de verbrandingsapparaat in continu gebruik kan worden verbruikt. Dit wordt berekend met volgende vergelijking: $P_n = q_v \times H_i$, waarbij q_v = volumetrisch debiet van de brandstof en waarbij H_i = onderste verbrandingswaarde van de brandstof. Vergassingsapparaat met nominaal technisch vermogen:							
90.24.12.01 lager dan 250 kW	3						
90.24.12.02 gelijk aan of hoger dan 250 kW en lager dan 50 MW.	2			DPD, AwAC, DEBD, DRIGM			
90.24.12.03 gelijk is aan 50 MW of meer	1	X=		DPD, AwAC, DEBD, DRIGM			

Art. 2. De vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

Art. 3. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 mei 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER